

VOTRE LETTRE DU
25 FÉVRIER

NOS RÉFÉRENCES
SF/ETOPA/10.0431

OBJET
« LA « PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE » : CHANGEMENT DE
PARADIGME OU OPÉRATION DE COMMUNICATION ?

Namur, le 29 mars 2011

Madame, Monsieur,

Au nom d'Ecolo et d'Etopia, nous vous remercions de l'interpellation que vous nous adressez et de l'occasion qu'elle fournit de préciser certains positionnements de nos organisations respectives et, nous l'espérons, de dissiper certains malentendus. C'est dans cet esprit de débat serein entre des positions également respectables que nous vous saurions gré de donner à notre réponse le même retentissement que celui que vous avez donné à votre interpellation. Nous sommes en outre bien sûr prêts à poursuivre cette discussion, par écrit ou sous forme d'un débat public, à votre meilleure convenance.

Nous nous attarderons plus spécifiquement sur la partie de votre interpellation dont nous estimons qu'elle pose des questions pertinentes, justifiant réponses argumentées de notre part, voire débats entre vous et nous. Puis nous préciserons ce qui distingue les cultures politiques qui nous animent. Enfin, nous reviendrons sur la notion de Développement durable.

Sur la participation à un gouvernement, sur le parti ECOLO et sur l'association Etopia

Distinguons trois domaines différents :

1. L'accord de compromis d'une majorité gouvernementale (PS-CdH-ECOLO) ;
2. Le programme politique à un moment donné d'un parti (ECOLO) ;
3. La réflexion fondamentale et prospective d'un Think Tank, par ailleurs également association d'éducation permanente (Etopia).

1

Nous n'éprouvons pas la nécessité de justifier notre soutien à toute une série de textes de compromis (Traité de Lisbonne et déclarations de politique régionale wallonne et bruxelloise) qui sont précisément des... compromis. Du moins, nous n'en éprouvons pas la nécessité ni l'intérêt dans la manière dont vous formulez les questions : il va de soi que certaines parties de ces textes, et notamment celles que vous pointez, n'emportent pas notre adhésion. C'est la nature même du compromis de ne pas contenir tout ce qu'on voudrait et de contenir, par ailleurs, des éléments qu'on aurait préféré éviter. Ceci est consubstantiel au gouvernement démocratique. Ces éléments ont toutefois été contrebalancés par des ajouts et avancées qui seraient demeurées incantatoires - donc non effectives politiquement - sans notre capacité de participer à l'élaboration de ces

compromis. Ainsi, si la Déclaration de politique régionale est imparfaite, la comparaison avec sa version précédente, émanant d'un gouvernement PS-CdH, sans nous donc, permet à elle seule de démontrer ce que peut être une écologie de gouvernement et les acquis moins insuffisants qu'indéniables qu'elle permet d'engranger. De la même manière, si le Traité de Lisbonne est très loin de ressembler au texte que nous aurions écrit nous-mêmes, c'est l'éthique de la responsabilité qui nous a déterminés à le soutenir de façon critique, mus comme nous l'étions par la certitude qu'un échec de ce Traité aurait maintenu pour de nombreuses années l'Union européenne dans le carcan du Traité de Nice, que nous jugions bien pire.

Quoi qu'il en soit, considérer qu'Ecolo adhère de façon pleine et entière à des textes de compromis comme s'il s'agissait de son programme relève d'une compréhension simpliste du politique, et singulièrement de la capacité d'un parti de taille relativement modeste – plus modeste encore au niveau européen qu'au niveau belge – à faire bouger toutes les lignes simultanément. À titre personnel, nous nous sentirions probablement plus à l'aise dans une situation gratifiante d'opposition permanente et de dénonciation rhétorique, c'est-à-dire une posture tribunicienne. Nous faisons toutefois le pari que la société belge, elle, ne s'en trouverait pas mieux. Nous acceptons évidemment que soit observé à la loupe et de manière impartiale le bilan net des avancées et des compromis qu'ont dégagés nos diverses participations gouvernementales. De même, nous serions prêts à discuter avec tout qui le souhaite des lignes rouges à tracer en termes de participations gouvernementales ou de ratifications de Traités, pour autant que chacun garde à l'esprit les conséquences pratiques et politiques qu'entraîne inévitablement la démarcation de ces lignes (comme s'auto-exclure de négociations avant qu'elles ne puissent commencer parce que l'on met la barre trop haut et que l'on aligne une longue succession de « points de rupture »). Mais nous refusons d'endosser comme doctrine du parti des textes qui résultent de compromis réalisés entre des forces parmi lesquelles, en outre, nous ne sommes à l'évidence pas dominant.

2

Pour le reste de votre interpellation, qui s'adresse à Ecolo (et accessoirement à Etopia) en tant que tel, et non pas en tant que partenaire de majorité, il nous est plus aisé – et nous paraît plus sensé – de répondre puisque nous sommes seuls comptables de nos actions et propos.

À cet égard, reprocher à Ecolo de ne pas être anti-productiviste relève du non-sens : c'est précisément ce clivage entre productivisme et anti-productivisme qui est au cœur de notre identité politique. Il constitue le principal de nos traits idéologiques distinctifs vis-à-vis de l'ensemble des autres familles politiques : c'est principalement la critique du consensus productiviste qui fonde notre raison d'être, c'est notre conviction profondément ancrée, que la croissance ne fait pas plus le bonheur que les gains de productivité ne font la prospérité, qui guide notre action et lui donne sens¹. Pour Ecolo, cesser d'être anti-productiviste, ce serait avant tout une trahison de ses valeurs et de sa raison d'être mais aussi, plus pragmatiquement, un non-sens électoral : renoncer à ce trait qui nous distingue reviendrait à nous indifférencier. Nous nous permettons à ce sujet de vous renvoyer à l'excellent dossier du Crisp (n° 2000) de Vincent de Coorebyter sur la théorie des clivages, qui étaye très précisément nos propos.

¹ Ne souhaitant pas vous noyer de citations, nous nous contentons de celle-ci, tirée du Programme électoral 2010 (pp. 58 et 59) pour étayer nos dires : « Actuellement, la valeur étalon est le PIB : la prospérité d'un pays se mesure en fonction de la croissance des richesses produites, peu importe la manière, peu importe les conséquences sur le bien-être des individus ou sur l'environnement. Pour Ecolo, la prospérité correspond au développement et à l'épanouissement des personnes, à la cohésion sociale, au bien-être et à la qualité de vie, à un environnement sain et de qualité. Le développement économique doit avant tout servir les besoins de l'Humanité. »

Ceci dit, les proclamations anti-productivistes n'ont de sens que si elles s'accompagnent d'un programme précis et opérationnel. Or, dans notre société de croissance, l'élaboration d'un programme « post-croissanciste » capable d'élaborer un système de solidarité qui tienne la route – sans même mentionner le nécessaire travail d'alliances et de contagion culturelle propre à susciter l'adhésion à celui-ci – relève encore largement de la tâche à accomplir. Ce n'est pas à vous que nous devons expliquer à quel point la religion de la croissance se trouve au cœur de tous les discours, instruments et dispositifs de politiques publiques. L'en déloger requiert plus que l'impuissante certitude d'avoir raison (tout seul). Face à l'immensité de la tâche à accomplir, la difficulté de nouer des alliances, le carcan des contraintes internationales et la conscience réaliste de notre poids politique, nous avons jusqu'à récemment décidé de nous concentrer sur ce qui paraissait politiquement atteignable *aujourd'hui* dans un contexte culturel largement hostile et de convaincre par l'exemple plutôt que d'imposer par la force.

3

C'est à cette aune qu'il faut apprécier le travail d'Etopia autour de Tim Jackson, et non comme l'occupation cynique d'un terrain dont nous osons croire que vous ne vous considérez pas comme les propriétaires. Outre le travail visible de contagion culturelle que nous menons via la multiplication de conférences, d'ateliers, de formations et la publication de livres, d'analyses et de revues, nous travaillons désormais de façon à la fois discrète et forcenée à la transposition du cadre conceptuel de *Prospérité sans croissance* en propositions de mesures effectives et audibles, à mettre en débats au sein de la société et du parti. Certaines propositions de Tim Jackson se trouvent d'ailleurs déjà concrétisées dans le programme actuel d'ECOLO. Nous le faisons en sollicitant un réseau international de chercheurs ainsi que de nombreux acteurs de la société civile. Les activités d'Etopia ne relèvent donc pas de la schizophrénie que vous nous imputez, mais d'un travail idéologique et intellectuel préparatoire sur et avec la société. Ces deux dimensions, intellectuelle et participative, constituent autant de conditions de réussite de cet ambitieux projet.

Ce travail mené par Etopia connaîtra un premier débouché politique précis au sein d'Ecolo dans les mois qui viennent, via les *Rencontres de l'écologie politique*. La concrétisation d'une *Prospérité sans croissance* constituera un axe majeur de cette large mise en débat avec la société, dont les conclusions devront mener à un *aggiornamento* programmatique. En effet, ce processus débouchera sur l'adoption d'un « programme politique » - au sens où le définissent nos statuts² - c'est-à-dire notre vision pour la société de demain, notre socle idéologique, qui redira quel cap politique nous entendons maintenir, cap duquel découleront les différents programmes électoraux d'Ecolo.

Nous avons vocation à ce que ces programmes soient structurés et cohérents, tenant compte à la fois des contraintes internationales, légales ou non, qui restreignent la capacité d'action politique, de l'état actuel de l'opinion et de ses potentialités de transformation. Nous ne tenons pas à avoir raison tout seuls si cet état de fait nous mène à l'impuissance tribunicienne, qui n'est rien d'autre que la forme grandiloquente de la résignation.

² Article 4bis des statuts d'ECOLO.

Sur l'action politique et la radicalité

Ce qui distingue notre logique d'action de la vôtre, c'est peut-être l'objectif final que nous assignons à un parti politique écologiste : la *capacité d'intervenir – de peser – sur le réel et sur son évolution*. Qu'implique donc cet objectif ?

1

Nous sommes convaincus – sous condition d'un rapport de force suffisant – que la participation à des gouvernements permet de faire avancer les buts de l'écologie politique comme aucun autre moyen ne le permet.

2

D'un point de vue fondamental, ECOLO est tourné vers l'action, la participation, l'innovation et la formulation inlassable de propositions de réformes. Nous avons toujours désiré libérer les énergies collectives, mettre les citoyens dans une position instituante (càd. créatrice de nouvelles manières de vivre en commun) et contrôler les pouvoirs institués. Cette culture politique témoigne à la fois d'un volontarisme radical (« radical dans les objectifs, pragmatique dans les moyens ») et d'un désir optimiste de transformation. Cette conception de l'action politique s'alimente de l'*Amor Mundi* – l'amour du monde, comme disait Arendt – et non de sa déconnection ou, pire, de sa détestation. Elle valorise l'*action* non seulement pour les objectifs qu'elle permet d'atteindre, mais également pour elle-même, en tant qu'*exercice collectif de la liberté*³. C'est cette évidence qu'il y a du sens et du plaisir à exercer cette liberté en commun toujours et en tous lieux, qui donne le sentiment qu'il y a partout des marges de manœuvre possibles, y compris dans les plus petits interstices.

C'est pourquoi nous sommes animés de la certitude qu'on ne change pas la société par décret. Cette certitude, qui est au cœur du projet écologiste depuis ses débuts, s'est encore affirmée à l'épreuve de notre première expérience de participation au pouvoir entre 1999 et 2004. Elle nous amène non pas tant à la résignation qu'à la pédagogie des réformes et à la volonté d'y impliquer les acteurs concernés. Nous voulons rassembler, inspirer et susciter sans prophétiser dans le désert. C'est là un exercice ardu qui requiert un mélange complexe d'audace et de prudence, de continuités et de ruptures, dont chacun, en vertu de son éthique propre, pourra juger du caractère adéquat, insipide ou trop corsé.

3

Si nous voulons *peser sur le réel*, serions-nous plus efficaces si nous étions plus radicaux ? Nous considérons que sauf à nous transformer en nombrils avec haut parleur, nous ne pouvons pas porter en bannière la radicalité sans résultats. Or, ces résultats peuvent-ils dans un temps court être à la hauteur des attentes portées par une posture radicale ? Non. C'est pourquoi la radicalité, pour ne pas être contreproductive, doit répondre aux nécessités externes d'une *stratégie* et non aux besoins internes (ou égocentrés ou individuels ou groupusculaires) d'une *posture*. Car ce qu'il faut éviter, c'est que l'exigence de radicalité nous réduise à un désordre de bonnes volontés dont le seul résultat tangible serait un courageux isolement.

Dès lors, quel rapport au pouvoir ? ECOLO a été créé voici trente et un ans à la suite du constat qu'aucune force politique existant alors ne prenait assez en compte ni la complexité du réel ni celle du long terme. La raison de notre entrée en politique était déjà d'orienter l'avenir dans un sens qui nous paraissait souhaitable. La situation actuelle n'a pas modifié cette donne. Au contraire, le politique dans sa globalité a perdu du terrain par

³ Hannah Arendt, Condition de l'homme moderne, 1961.

rapport à l'emprise de l'économie de marché et de la finance. Face à cela, il ne s'agit pas d'en céder davantage. C'est ce que nous ferions pourtant si, dans un gouvernement comme dans l'opposition, nous acceptions de « prendre à notre charge toutes les contradictions intrinsèques du régime capitaliste » alors que nous en contestons irrévocablement l'hégémonie. Car nous commettrions alors une erreur politique majeure si nous pensions que notre mission historique est d'incarner seuls l'altérité et de porter seuls la radicalité. La société héritée des Trente glorieuses s'est fracturée, les piliers anciennement appuyés par l'Etat (alors « providentiel ») pour structurer la société ne peuvent pas faire pièce à eux seuls aux forces du marché et malgré tout, à côté des oligarchies et de la cartellisation des grandes entreprises, on assiste à l'émergence d'une multitude de nouveaux acteurs. Quand les acteurs qui structuraient la société sont défailants, ce n'est pas le moment de rompre avec l'idée qu'il y a plus dans plusieurs têtes que dans une. Nous voulons faire alliance avec ces nouveaux acteurs.

Sur la croissance, la décroissance et la prospérité sans croissance

Cette propension d'ECOLO au réformisme participatif est parfaitement adaptée à l'affrontement des défis écologiques et sociaux du XXI^e siècle. En effet, sur le contenu, comme l'explique si bien Bruno Latour, jusqu'ici, la radicalité en politique voulait dire « *qu'on allait 'révolutionner', 'renverser' le système économique* ». Ce que nous avons à mettre en œuvre est d'un tout autre ordre : la crise écologique nous oblige « *à une transformation si profonde qu'elle fait pâlir par comparaison tous les rêves de 'changer de société'. La prise du pouvoir est une fioriture à côté de la modification radicale de notre 'train de vie'. Que peut vouloir dire aujourd'hui 'l'appropriation collective des moyens de production' quand il s'agit de modifier tous les moyens de production de tous les ingrédients de notre existence terrestre ? D'autant qu'il ne s'agit pas de les changer 'en gros', 'd'un coup', 'totalement', mais justement en détail par une transformation minutieuse de chaque mode de vie, chaque culture, chaque plante, chaque animal, chaque rivière, chaque maison, chaque moyen de transport, chaque produit, chaque entreprise, chaque marché, chaque geste* »⁴.

Il ne s'agit donc pas d'un réformisme timide. Pour arriver à relever un tel défi, qui demande une mobilisation sociale sans précédent, il nous faut construire un cadre global, une politique qualitative autant que quantitative qui anticipe les évolutions à long terme et intègre les aspects économiques à un projet d'avenir dynamique. Cette vision politique globale doit comporter des pistes d'action à disposition du plus grand nombre. Chacun, chaque acteur social et économique, chaque pouvoir public, quel que soit son niveau, doit pouvoir s'y investir.

Nous voulons indiquer sans emphase cette direction qui nous semble être la bonne pour être à la hauteur de l'intérêt général. Non pas asséner LA solution mais prouver que la piste existe en l'ouvrant. ECOLO a pour vocation d'interroger le pouvoir là où il se trouve et, là où elle est, notre capacité à le changer en nous améliorant. Reconnaissons humblement que pour nous aussi, en tant qu'organisation, l'évolution du contexte mondial a tout chamboulé. Nous n'avons pas la solution tout seuls mais nous considérons que nous pouvons bien plus que d'autres constituer une partie des forces d'où viendront les solutions. Car il se trouve que, dans le champ politique, nous sommes relativement bien outillés pour sortir des sentiers battus.

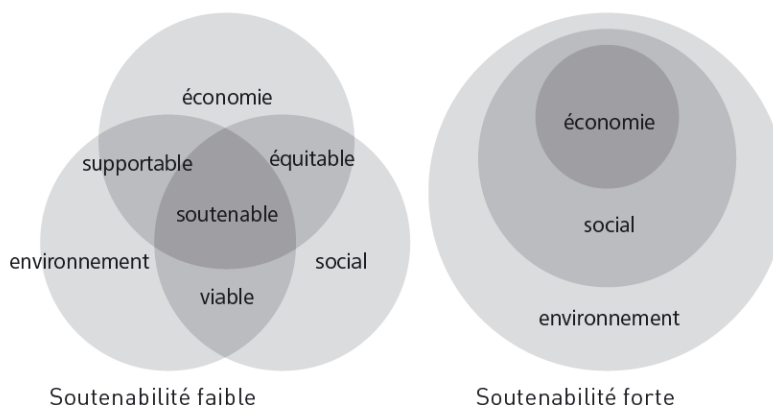
⁴ Dans « L'avenir de la Terre impose un changement radical des mentalités », Le Monde, 4 mai 2007.

Quel est ce chemin d'une sortie de crise qui tienne compte de la complexité ? Nous sommes de plus en plus nombreux à le savoir, bien au-delà des écologistes : « LA croissance » ne peut plus constituer ce chemin. « LA » décroissance le pourrait-elle davantage ? Face aux nombreux problèmes vitaux à résoudre, il n'y aura pas UNE « hypersolution », totalisante. Mais on sait que des chemins existent pour assurer une « prospérité sans croissance, dans les limites de la planète » et que cela imposera des révisions drastiques du modèle productiviste. C'est de cela qu'il faudra parvenir à débattre avec l'ensemble des forces politiques, sociales et citoyennes : que voulons-nous voir croître, que voulons-nous voir décroître ? Il s'agira ensuite de réunir un consensus le plus large possible pour le réaliser démocratiquement.

Sur le Développement durable

Enfin, permettez-nous de réfuter la définition réductrice du Développement durable que vous faites vôtre, lorsque vous indexez ce concept sur celui de « croissance ». L'interprétation que vous en donnez ressemble plus à celle que les lobbies patronaux font de ce terme fort qu'à celle qu'Ecolo lui donne. Vous le savez aussi bien que nous : co-existent aujourd'hui une version faible et une version forte de sa définition :

- La version forte relève de l'approche de *l'économie écologique* où l'économie est conçue comme un sous-système ouvert, enchâssé dans le système social – qui est la véritable finalité du développement. Mais celui-ci est inséré dans un système fermé : l'écosystème et les contraintes qu'il implique pour l'activité humaine. Dans cette version – que nous faisons nôtre – l'économie doit maintenir un stock suffisant de ressources naturelles afin de permettre aux générations futures de répondre à leurs besoins. Car il y a des irréversibilités et des limites absolues : le capital « naturel » n'est pas entièrement et infiniment substituable par du « capital social » ou du « capital économique » (financier, technologique...).
- La version faible voit l'économie comme un système relativement autonome, devant juste chercher un « équilibre » (lequel ?) avec le social et l'environnement. Celui-ci y est en réalité atteignable sans grands efforts, car le capital « naturel » peut y être totalement substitué par du « capital économique » ou du « capital humain ». On y régule les questions environnementales essentiellement par les prix (les ressources rares sont chères), c'est-à-dire que l'on croit pouvoir compenser les externalités négatives via les seuls mécanismes de marché. Il est clair qu'ainsi la nature, condition de vie des générations futures, reste asservie au mode de production actuel, corrigé à la marge, et les fondements économiques de la « société de marché » demeurent.



Le fait est que cette version « faible » du Développement durable est aujourd'hui largement répandue. Le terme a bien évidemment été une victime paradoxale de son succès. Il est heureux d'ailleurs qu'il en ait eu. C'est ce qui permet de rentrer en dialogue et en transaction avec le reste de la société, à condition de ne pas perdre sa boussole (la version forte). Notre choix de continuer à recourir au terme « Développement durable » – dans sa version forte, bien entendu – relève donc plus de la pédagogie que d'un travail politique profond : nous refusons en tout cas tout autant son dévoiement vers la version faible (représenté à l'extrême par les discours de *greenwashing*) que la caution que vous apportez à ce dévoiement en laissant penser que le sens véritable du Développement durable est celui que lui accordent ses utilisateurs cyniques.

*

*

*

Nous savons bien que les forces sociales nécessaires à la mise en œuvre politique d'une transition écologique sont trop faibles pour être dispersées de gaité de cœur ou embourbées dans des querelles sémantiques ou de vains procès d'intentions. Face à l'urgence, nous avons plus que jamais besoin de toute la coopération des forces de changement, au-delà de leurs attitudes éthiques ou existentielles respectives

En espérant que cette réponse augure d'un dialogue fructueux, dans le respect des rôles et positionnements de chacun d'entre nous, nous vous prions de recevoir l'expression de nos salutations les plus cordiales.

Sarah Turine
Co-présidente d'ECOLO

José Daras
Président d'Etopia